

Année XXVI. № 743

PREMIER MAI 1928

LE REVEIL ANARCHISTE

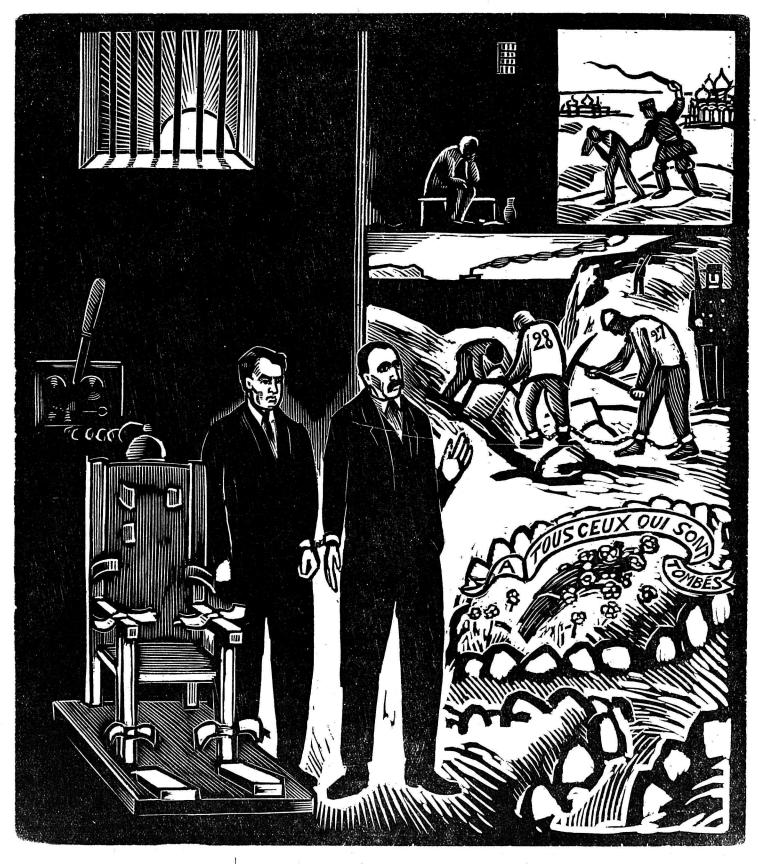


PARATT TOUS LES QUINZE JOURS Adresser lettres et mandats : Le Révell, r. des Savoises, 6, Genère Suisse. Avec Supplément en langue italienne

SUISSE el UNION POSTALE

Abonnement: 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50

Le numéro: 10 centimes



L'année dernière, à cette date. Vonzetti écrivait :

Sera-ce donc mon dernier Premier Mai? Tout me porte à le croire.

Mais je veux le chanter également encore une fois pour saluer tous les opprimés et les révoltés, tous les libertaires dans la « gloire de son soleil ».

Je veux saluer:

Les hommes à la peine, courbés sur les machines, sur les sillons, sur les vagues et dans les mines, qui donnent richesses et honneurs à ceux qui ont déjà tant et ne produisent rien. Les camarades exilés d'une patrie toujours plus marâtre.

Les persécutés en fuite sur tous les chemins du monde.

Les déportés aux iles de la souffrance.

Les vivants emmurés dans les bastilles du capitalisme.

Vous tous isolés, opprimés, martyrisés, poursuivis, qui avez pleuré toutes vos larmes

Vous tous qui n'avez pas plié et ne plierez jamais votre cœur indompté et votre volonté de fer

Je veux saluer enfin les fosses connues et in-

connues de tous ceux qui sont tombés et y semer les fleurs les plus rouges de mon cœur-Fleurs à vous, chers morts, et avec les fleurs mes pensées vengeresses.

Aux vivants, je dis:

Courage. Résistez. A toute nuit, l'aube suit. L'heure viendra du soulèvement et de la victoire

Si nous savions, si nous voulions, car il faut toujours vouloir.

Salut, camarades. Au beau soleil de mai, je lance mon cri de: Vive l'Anarchie! Vive la Révolution sociale!

Bartelomeo VANZETTI.

Souvenirs du premier 1er Mai

2

Nous les empruntons au journal La Révolte, paraissant à ce moment-là à Paris.

Disons tout d'abord que nos camarades n'avaient pas donné grande importance au Congrès socialiste qui prit la décision de la manifestation du Premier Mai.

Dans un article sur L'Année 1889, nous lisons (11 janvier 1890):

Que d'espérances les masses n'avaient-elles pas mises dans cette année anniversaire de la Révolution — dans ce Congrès que depuis dix, quinze ans, les travailleurs se promettaient de tenir en 1889 à Paris! ce Congrès, duquel — nous le pensions alors — émanerait la dernière impulsion pour la Révolution sociale!

Il a eu lieu, ce Congrès. Deux au lieu d'un. Deux édittons des mêmes billevesées, différant seulement par la couverture — par les chefs que l'on s'était donnés. Et il n'en est sorti rien — pire que rien; puisque c'était le mot d'ordre d'oublier toute idée de révolution et, au lieu de révolte, de supplier les gouvernements de vouloir bien faire une loi des huit heures.

D'un article Les leçons du 1er Mai, nous détachons les passages suivants (10 mai 1890) :

Nous pouvons nous réjouir de ce qui est arrivé le 1er mai, parce que cela a démontré que la révolution bouillonne déjà dans toute l'Europe, que le sentiment de solidarité internationale est déjà un fait acquis parmi les masses prolétariennes et qu'il est désormais certain qu'une initiative prise intelligemment sur une question qui intéresse tous les ouvriers, trouvera partout un écho sympathique et pourra amener à une action simultanée dans les différents pays et conséquemment à la victoire.

Mais nous ne pouvons vraiment pas être fiers pour notre conduite dans cette journée si importante.

La manifestation ne se fit pas, parce que les possibilistes ne voulurent pas créer des embarras au gouvernement, et les marxistes eurent peur des responsabilités et ne voulurent pas compromettre les candidatures futures et cela paraît justifier les anarchistes de n'avoir rien fait. Avant tout, il nous paraît bien humiliant pour nous de ne pas pouvoir provoquer une manifestation par nous-mêmes et devoir dépendre pour cela de la bonne volonté des légalitaires, qui n'ont de volonté que quand il s'agit de se faire nommer députés. Nous devrions avoir une action directe sur les masses, et nous l'aurions si nous vivions avec elle, si nous leur faisions une propagande, claire, simple, terre-à-terre, si l'on veut, au lieu de nous donner l'air de philosophes, de vouloir à tout coup épater notre monde et de rester entre nous à discuter des chinoiseries, à faire les braves en disant des choses terribles... que nous ne faisons pas. Mais si la manifestation avait eu lieu, qu'est-ce que nous aurions pu faire dans l'état de désorganisation, de pulvérisation dans lequel nous nous trouvons avec l'idée propagée par des faux-frères, acceptée par des irréfléchis, tolérée avec une coupable indulgence par la masse des compagnons, qu'on n'est pas obligé de tenir ses engagements; avec les mouchards et les personnes suspectes que nous laissons nonchalamment s'installer parmi nous?

Voici ce que le numéro suivant (17 mai) dit de la manifestation elle-même :

Paris a donné la preuve de la désorganisation complète de tous les partis socialistes. Les possibilistes sont trop dans les eaux gouvernementales pour entreprendre quoi que ce soit. Les marxistes comptent à peine. Les blanquistes, n'en parlons plus. Et quant aux anarchistes, nous en parlons dans nos articles de fond.

Une douzaine de députés et de conseillers municipaux, auxquels Guesde a cru devoir se joindre sont allés porter furtivement à la Chambre qu'ils méprisent, une pétition signée par 80 chambres syndicales, suppliant les viveurs du Palais digne de son nom de Bourbon, d'accorder une diminution des heures de travail. Escortés par la police, marchant entre deux haies de gardes municipaux, ces « représentants du peuple ouvrier » de Paris, ont écouté les phrases vides d'un Floquet — et ils sont sortis aussi funtivement du Palais mépriés Le tout

aussi furtivement du Palais méprisé. Le tout, misérable jusqu'au ridicule.

Puis, par ci par là on s'est chicané avec la police; quelques Italiens ont commencé une rixe contre les sergots; on a arrêté quelque chose comme 300 manifestants, et tout a été dit.

Enfin, dans le numéro du 24 mai nous trouvons une lettre du groupe l'Initiative individuelle de Genève que voici :

On aurait tort de croire que l'effervescence qui s'est produite le 1er mai et les jours suivants a été la conséquence de la manifestation projetée et annoncée pour cette date.

Les grèves, les révoltes qui ont eu lieu, principalement dans les centres industriels, ont leur source dans les faits économiques, bien plus puissants que tous les « rendez-vous » donnés au prolétariat . . en mème temps d'ailleurs qu'à la bourgeoisie.

Ces révoltes couvaient, et comme elles étaient étouffées par les autoritaires qui avaient fait naître chez les travailleurs l'espérance réfrigérante d'un premier mai libérateur, ces révoltes, passé la fatale échéance, ont fini par éclater. C'est ce qui a permis d'en attribuer la cause au « 1er mai » et de donner aux fumisteries de ce genre un crédit qu'elles ne méritent pas.

Ce qu'il y a d'extraordinare et surtout de regrettable, c'est que même des anarchistes s'entêtent à voir dans ces défaites en bataille rangée autre chose qu'un piège tendu au prolétariat.

Ne parlons-nous pas sans cesse de développer l'esprit de révolte? En bien! quoi de plus contraire à ce développement que d'encourager les masses à continuer une tactique reposant entièrement sur des décisions de Congrès et des mots d'ordre!

Oui, « la grève générale est possible » puis-

Après le fascisme



L'ordre règne

que la révolution générale, qui est la même chose, est possible; mais ne condamnons pas la propagande par le fait, n'oublions pas que les révoltes partielles, échauffourées ou grèves, nées spontanément de l'initiative individuelle, sont nécessaires pour déterminer l'effort collectif. Initiative individuelle (la cause), et révoltes partielles (les effets), voilà ce que serviraient à étouffer les « premiers mai » futurs, si les anarchistes n'étaient pas là pour empêcher ceux-ci de se produire, et pour dire à leurs compagnons de chaîne:

« La révolution est permanente, laissez-vous aller à votre fougue, donnez libre cours à votre enthousiasme, révoltez-vous en tous temps, en toutes circonstances; mais ne croyez pas à ces funambulesques manifestations à jour fixe et « en cas de beau temps » qui ne servent qu'à refroidir les énergies et à permettre aux gouvernants, délivrés alors des attaques inattendues, des escarmouches spontanées, de prendre leurs mesures pour enrayer l'esprit de révolte.»

Ces « manifestations annoncées », prétextes à arrestations d'anarchistes, étant basées sur l'autorité et non sur l'initiative individuelle, sont tout ce qu'il y a de plus antirévolutionnaire.

Si des autoritaires ou des naïfs ont l'intention de recommencer la blague le 1er mai prochain, les gouvernants pourront décréter ce jour-là « jour férié » ou bien, moins inintelligents, faire comme cette année, un grand déploiement de troupes. En ce qui nous concerne, nous promettons bien de ne pas tomber dans le piège . . . qu'il soit de miel ou de vinaigre.

La lettre est suivie d'un article qui la commente, dû probablement à Kropotkine, et dont nous donnons les passages essentiels:

Nos camarades ont parfaitement raison de dire que les grèves de mai sont une conséquence de conditions économiques générales. Si la reprise du travail dans les mines et dans l'industrie du fer, et si la misère affreuse dans les autres métiers n'existaient pas, il n'y aurait pas eu de grèves du tout, comme il n'y en a pas eu sur une aussi grande échelle, il y a dix ans. Mais ce que nos camarades ignorent, c'est que, en dehors de toutes les organisations socialistes, il se produit en ce moment, au sein des travailleurs de toute nationalité, un immense travail pour pousser à la grève générale. Démocrates, trade-unionistes, socialistes, anarchistes, n'y sont absolument pour rien.

Nos camarades de Genève font erreur en attribuant le 1er mai au Congrès de Paris. Il s'est fait absolument en dehors du Congrès, contre la volonté des social-démocrates, contre la volonté des comités trade-unionistes et malgré l'indifférence des socialistes, anarchistes et autoritaires. C'est précisément pour cela que nous lui attribuons une importance.

A un Congrès où Liebknecht jouissait de droits royaux, un inconnu venant d'Australie fait la proposition. Les chefs ahuris n'osent pas la répudier, parce que les délégués ouvriers -- les inconnus - l'acclament à l'unanimité Puis, la proposition est oubliée. Le mot d'ordre de la presse socialiste est de n'en souffler mot. Socialistes et an-anarchistes traitent ça de blague. Les démocrates s'y opposent. Et pendant ce temps-là les travailleurs se passent le mot d'ordre: au 1er mai. Et quinze jours avant le 1er mai les meneurs unionistes, socialistes et démocrates apprennent avec effroi que le peuple ouvrier sera ce jour-là dans la rue. Alors ils font bonne mine à mauvais jeu, ils essaient d'enrayer la manifestation et ils finissent par s'y joindre. Mais toujours, ils attendent des manifestations sans portée - et voilà que c'est tout Londres ouvrier qui sort de ses taudis, un tiers de Vienne qui se rend au Prater, tout Hambourg sur pied, et un soulèvement général des mineurs commence en Moravie, dans les provinces basques, etc.

En fait, nous sommes persuadés que ce que les initiateurs populaires du mouvement voulaient pour le 1er mai c'était la grève générale, tout comme ils l'avaient voulu, il y a quelques années, en Amérique.

« Initiative individuelle? » — Diable! prenons-la autant que possible! Ne parlons pas; faisons! Mais, quand nous nous trouvons en face d'un mouvement spontané des masses --devant une initiative individuelle de millions de travailleurs - ne jetons pas des bâtons dans les roues à ce qui se fait en dehors de nous, au nom d'une initiative individuelle qui sera excellente quand elle sera prise, mais qui, à elle seule, ne fera pas encore la révolution. Le fort de l'initiative individuelle est de réveiller l'esprit de révolte des masses, car sans les masses point de révolution. Mais une fois que les masses se réveillent, une fois qu'elles bougent et descendent dans la rue, au risque de coucher cette nuit-même sur les barricades (c'était l'idée à Vienne), l'initiative individuelle où doit-elle se porter?

La réponse est évidente. Là où sont les masses! Et au jour même où les masses se sont donné rendez-vous! Pour nous, il est absolument évident qu'en Moravie, dans les provinces Basques, à Barcelone, à Valence et ailleurs, ceux des travailleurs qui ont réellement de l'initiative individuelle et qui n'attendent le mot d'ordre pas plus des anarchistes que des démocrates, se sont dit: « Pendant que les troupes seront à Vienne ou à Madrid, nous commencerons la révolution ici, en Moravie, à Barcelone ou à Bilbao. Et nous le ferons précisément au 1er mai (ou plutôt le 2 mai) pendant que les troupes sont encore à Vienne ou à Madrid, et non pas au 15 mai ou au 15 juin, quand elles seront de retour dans les provinces. »

Ils n'ont pas été soutenus, précisément parce que l'initiative a manqué ailleurs.

Quant aux arrestations d'anarchistes - il est temps de les prévoir d'avance. Chaque fois qu'il y aura effervescence dans les masses, d'où qu'elle vienne, le gouvernement fera arrêter les anarchistes, s'ils ne prennent pas leurs précautions. Cela se fera avant la Révolution, pendant la révolution et après la révolution. Qu'on se souvienne seulement de Marat et de tant d'autres, moins connus, qui furent forcés de vivre dans les caves en plein 1793, pendant qu'on guillotinait les aristocrates par douzaines. On fera arrêter les anarchistes parce que - quelque fois à tort, mais le plus souvent à raison — les gouvernements se diront ceci: « Quand le peuple sera dans la rue, et que l'initiative individuelle manquera pour que ces masses marchent à l'assaut de la société, c'est des anarchistes que pourra venir l'initiative d'un mouvement, mais non pas des légalistes. »

Et remarquons que ce sera absolument la même chose pendant la révolution même, tant que la révolution, dans son développement, n'aura pas atteint sa phase anarchiste. Donc, n'en parlons pas.

Bref, retournons la question comme nous voulons, nous ne pouvons arriver à une autre conclusion que celle-ci:

« Que l'on soit partisan de l'action individuelle ou de l'action des masses - et il est évident que les deux sont nécessaires — la place de l'homme d'action est là où sont les masses. S'il fait un acte individuel; s'il répond à un coup de pied du policier par un coup de revolver; s'il se révolte contre telle iniquité; s'il éteint le feu dans telle usine qui marche, ou s'il en brise les vitres (comme on l'a fait en Moravie); s'il va en prison pour avoir fait la propagande à la troupe, ou s'il fait tout autre acte de courage individuel - son acte n'en aura que plus de portée, puisqu'il est fait aux yeux des masses, au vu et au su de tout le monde, alors que la presse en parlera dans tous les détails, alors que chaque travailleur en parlera dans l'atelier. »

C'est si simple, et nous sommes si sûrs que tous les révolutionnaires sont du même avis, qu'il ne peut y avoir de discussion là-dessus que par malentendu.

Le droit pénal et la révolution

Le problème de la criminalité est un problème angoissant pour tous les sociologues, mais spécialement pour nous qui aspirons à une société sans gendarmes, alors qu'il est malheureusement trop vrai que, quotidiennement, se produisent des cas où le gendarme apparaît nécessaire pour réprimer les excès des violents.

Dans ma récente villégiature, à San Vittore (la prison de Milan), j'ai eu de fréquentes occasions de discuter avec les gardiens et avec un bon nombre de « carabinieri » et de policiers détenus pour différentes sortes d'attentats à ce droit de propriété qu'ils auraient dû défendre. Tous ces gens-là ne voient dans le vaste problème social que la question pénale. La misère qui martyrise et abrutit les masses et dont eux-mêmes sont les victimes; les problèmes du travail, de l'éducation, de l'hygiène; l'élimination des causes de discorde et de haine entre les hommes, la recherche et la suppression des causes des délits, c'est-à-dire des actes antisociaux; l'art et la science mis à la portée de tous, ou plutôt tous élevés à la hauteur sublime de l'art et de la science, l'aspiration à une nouvelle civilisation d'où soient bannis les tares de la société actuelle et où tous les hommes s'efforcent, en une fraternelle émulation, vers plus de bien-être et vers de plus vastes et plus nobles horizons motout est insignifiant pour eux: compte la question de savoir comment et par qui seront arrêtés et punis les délinquants.

C'est une étrotesse de vues, une « unilatélarité » qui s'explique parfaitement chez des hommes qui se sont spécialisés dans l'œuvre de répression et passent leur vie à serrer des menottes ou à ouvrir et fermer des cachots quand ils ne l'emploient pas à massacrer des rebelles ou à torturer des détenus. Mais ce n'est pas seulement ce personnel spécial que préoccupe la question des délits et tout propagandiste anarchiste est habitué à s'entendre répéter comme objection suprême: « Qui tiendra les criminels en respect? »

A mon avis, la préoccupation est excessive, car la criminalité est un phénomène d'importance presque négligeable en face de l'ampleur des faits sociaux constants et généraux et il est permis de croire à sa disparition comme conséquence de la diffusion du bien-être et de l'instruction ainsi que des progrès de la pédagogie et de la médecine. Mais pour optimistes que soient les prévisions, pour roses que soient les espérances, il n'en est pas moins vrai que la criminalité, et plus encore la peur de la crminalité empêche aujourd'hui des rapports sociaux pacifiques et cet état de choses. qui ne disparaltra pas d'un instant à l'autre à la suite d'une révolution même radicale et profonde, pourrait être une cause de trouble et de ruine pour une société d'êtres tibres, comme le plus insignifiant grain de sable peut arrêter une machine d'un fonctionnement parfait. Il est donc utile et même nécessaire que les anarchistes se préoccupent du problème et qu'ils s'en préoccupent encore plus qu'ils ne le font d'ordinaire soit pour être en mesure de mieux réfuter une objection fréquente, soit pour ne pas s'exposer à de désagréables surprises et à de dangereuses incon-

LE REVEIL

Naturellement, ce que j'entends par délits, ce sont les actes antisociaux qui blessent les

Sa Majesté le Dollar



Le Roi des Rois

sentiments d'humanité et lèsent le droit des autres à la liberté et non toutes les atteintes aux privilèges des classes dominantes que punit actuellement le code pénal.

Pour le moment, abstraction faite de toute thorie sur le libre arbitre, la fatalité et autres absurdes discussions philosophiques, on peut dire que, d'une façon générale, les crimes proviennent ou de causes naturelles (constitution défectueuse soit congénitale, soit acquise) ou de causes sociales (misère, ignorance, vices, etc.). Dans le premier cas, il faut faire appel aux soins des médecins et des aliénistes, dans le second, à une meilleure organisation sociale qui fera disparaître la cause de tout ce groupe de délits. Mais ceci peut être pratiquement applicable dans un avenir plus ou moins proche, mais n'est que très relativement juste actuellement.

Pour l'instant, la science des maladies mentales et de leurs effets moraux et l'art de les soigner sont encore dans l'enfance et d'autre part la transformation sociale ne pourra pas se faire de façon si calme et si rapide que toute cause de frottement et de lutte entre les hommes soit immédiatement éliminée. Peutêtre, en sa preière période, pourrait-elle au contraire causer une augmentation des actes de violence criminelle. Certainement, à part les fous et autres malheureux affligés de diverses maladies, il est vrai que c'est aux causes sociales que l'on doit tous ou presque tous

les délinquants. Mais il est vrai ausi que les conditions sociales influent d'une façon plus ou moins durable sur ceux qui les subissent selon qu'elles ont agi plus ou moins longtemps et qu'il ne suffit pas de changer ces conditions sociales influent d'une façon plus ou moins durable sur ceux qui les subissent selon qu'elles ont agi plus ou moins longtemps et qu'il ne suffit pas de changer ces conditions pour qu'aussitòt disparaissent les sentiments et les habitudes qu'elles ont créés.

Citons un exemple choisi non dans la haute criminalité, qui est la plus rare et au fond la moins dangereuse, mais dans la criminalité de petite envergure, quotidienne et qui en vient à être pour qui la pratique, comme un métier régulier. Les journaux racontèrent le fait qui du reste est loin dêtre unique. Une nuit, le long du canal de Milan, un homme vigoureux et bien vêtu, qui n'était autre qu'un voleur, rencontre un pauvre diable qui venait du travail et fatigué, se trainait vers son logis, l'arrête et lui demande sa bourse. L'homme attaqué n'avait point de bourse à donner, fouillé par le voleur il n'est trouvé possesseur que de quelques sous, alors le voleur irrité de ne rien trouver à prendre bâtonne cet ouvrier pauvre et las et le jette dans le canal.

Ce voleur ne pouvait guère être qu'une victime de l'état social, peut-être avait-il été poussé au vol par la faim, peut-être avait-il été au début de sa carrière un généreux rebelle revendiquant son droit à la vie et au bienêtre, mais la fonction avait réagi sur l'organe, la déformation professionnelle s'était produite et cette victime était transformée en bourreau, plus de commisération pour les pauvres, mais contre eux de la haine et le désir de les punir d'être sans argent. Peut-on raisonnablement espérer qu'un type semblable renonce à ces méfaits subitement et devienne, avant qu'une nouvelle ambiance sociale eût fait sur lui une longue pression, un travailleur comme les autres et dont on n'ait rien à craindre?

Et alors? Vous voyez bien qu'il faut des gendarmes diront, triomphants, nos adversaires. Je vois qu'il ne faut pas nier la difficulté pour s'épargner de l'étudier et de la résoudre ; je vois qu'il faut être toujours prêts à se défendre contre les malandrins, même dans une société meilleure que celle d'aujourd'hui .je ne parle pas exactement de l'Anarchie qui est la société parfaite l'idéal vers lequel on tend et non le fait concret du proche demain); mais je crois aussi que le plus grand péril, ce sont les gendarmes, les prisons, les magistrats, et tous ceux qui font profession de réprimer les crimes ; je crois surtout, et je suis affermi dans ma croyance par les exemples de l'histoire, qu'en cas de révolution, si l'on constitue des corps armés et des fonctionnaires payés pour réprimer les délits, ce sont les pires criminels qui courront s'y enrôler, ils persécuteront les concurrents et surtout molesteront et exploiteront les honnêtes gens.

Errico MALATESTA.

Que dire des divagations des mystiques, de ces gens à qui la raison fait horreur, et pour qui le fait est toujours suffisamment expliqué, justifié, par cela seul qu'il existe? La propriété, disent-ils, est une création de la spontanéité sociale, l'effet d'une loi de la Providence, devant laquelle nous n'avons qu'à nous humilier comme devant tout ce qui vient de Dieu. Et que pourrions-nous trouver de plus respectable, de plus authentique, de plus nécessaire et de plus sacré, que ce que le genre humain a voulu spontanément, et qu'il accomplit par une permission d'en haut?

Ainsi, la religion vient à son tour consacrer la propriété. A ce signe, on peut juger du peu de solidité de ce principe. Mais la trement dit la Providence, n'a pu consentir à la propriété qu'en vue du bien général : estil permis, sans manquer du respect dû à la Providence de demander d'où viennent alors les exclusions ?... Que si le bien général n'exige pas absolument l'égalité des propriétés, du moins il implique une certaine responsabilité de la part du propriétaire ; et quand le pauvre demande l'aumône, c'est le souverain qui réclame sa dîme. D'où vient donc que le propriétaire est maître de ne rendre jamais compte, de n'admettre qui que ce soit, et pour si peu que ce soit, en partage?

La morale de la fable religieuse



Grève Générale?

Nous donnons ci-dessous un article paru dans le quotidien de nos camarades italiens Umanità Nuova, à la date du 26 juin 1920, trois mois avant la fameuse occupation des fabriques et la capitulation du prolétariat italien qui devait amener le fascisme. Cette capitulation ne fut pas due ni aux forces gouvernementales, ni à celles fascistes qui n'intervinrent point pendant le conflit, mais aux hésitations de la masse et aux mauvais conseils de ses chefs. Nos camarades, malheureusement ne purent ou ne surent s'imposer à l'heure décisive.

Il ne faut pas se faire d'illusions, le moment est grave et les événements qui se préparent peuvent devenir exceptionnellement tragiques. Il est nécessaire de peser très sérieusement les décisions à prendre pour engager la grande bataille avec le maximum de chances de succès. Regardons donc la réalité en face, sans nous créer des illusions qui nous conduiraient à un échec certain.

Pendant ces dernières semaines, les pompiers du réformisme et de la Confédération générale du travail ont clairement laissé entendre qu'ils s'opposeraient de tous leurs moyens à tout mouvement populaire qui agiterait la mare stagnante du corporatisme et du collaborationnisme où ils veulent embourber toutes les manifestations ouvrières. Aussi la presse bourgeoise distribue-t-elle ces jours-ci des éloges spéciaux aux Rigola, aux Storchi, aux Baldesi, à tous les pompiers émérites des organisations prolétaires d'Italie. Ajoutons à tout cela le travail sournois que la maçonnerie est en train de faire parmi les ouvriers pour déprécier toute proposition de lutte et les tentatives de corruption à coup de billets de mille que les associations capitalistes tentent auprès de plusieurs dirigeants du mouvement ouvrer, spécialement chez les cheminots.

Les organes de la bourgeoisie sonnent les cloches à toute volée pour appeler à la rescousse toutes les forces de la réaction et le gouvernement est bien décidé à engager la lutte à fond et par tous les moyens.

D'autre part, nous avons une grève partiellement régionale des chemins de fer, condui-te avec beaucoup d'énergie, suivie sans défaillance et animée d'un esprit de solidarité et de sacrifice vraiment admirable. Les cheminots des lignes secondaires de certaines régions sont aussi entrés dans la lutte; les métallurgistes et les électriciens de toute l'Italie restent dans une menaçante expectative; parmi les paysans de sérieux mouvements se dessinent ici et là et certaines catégories de travailleurs sont même en pleine agitation. La cynique provocation de la bourgeoisie rend inévitable le terrible conflit des deux coalitions : celle du capitalisme et celle du prolétariat; il est donc nécessaire de préciser immédiatement nos buts.

Nous craignons que la Confédération du travail ne joue le même tour à la grève des cheminots qu'à la grève de Turin. Le groupe des députés socialistes ne donne plus signe de vie, empêtré qu'il est entre le réformisme, la politique de collaboration et l'extrémisme pseudobolcheviste fait de bavardages et de vide. Dans la meilleure des hypothèses, s'ils ne peuvent pas étouffer la protestation violente des ouvriers en réponse à la provocation préméditée de la bourgeoisie, le Parti socialiste et la Confédération générale du travail, pour ne pas se trouver détachés des masses et abandonnés tenteront l'habituelle turlupinade et en arriveront, s'il leur est absolument impossible de garder leur inertie, à la proclamation de la grève générale de vingt-quatre heures qui, comme par le passé, ne donnera d'autre résultat que l'humiliation et l'écœurement des saines énergies prolétariennes.

Si nous continuons à nous prêter à ces vaines comédies, non seulement nous porterons atteinte à la confiance des révolutionnaires sincères, mais nous ruinerons toute sérieuse tentative de mouvement révolutionnaire dans l'avenir.

Eh! bien, nous devons avoir le courage de regarder la réalité en face; nous ne sommes pas des politiciens habitués à toutes les ca-

L'Eglise et la peine de mort.



Trois instruments de supplice : guillotine, croix et potence

brioles et nous proposons que dorénavant les grèves générales s'effectuent sous la forme précise de possession des usines, comme des grèves en blanc, tous les ouvriers restant à leur poste, mettant à la porte patrons et dirigeants et prêts, dans l'attente des événements, à inaugurer le travail et la production pour le compte de la collectivité.

Nous ne savons pas ce que pourront faire l'Etat et la bomgeoisie devant cette forme de grève générale où les ouvriers gardant en mains les instruments de travail peuvent faire fonctionner les entreprises utiles au prolétariat et arrêter les autres portant ainsi atteinte aux intérêts spécialement bourgeois. Il serait absurde de prolonger une grève générale qui suspendrait la fabrication du pain, la distribution de l'eau potable, du gaz, etc., qui sont indispensables à la vie et à la résistance même des ouvriers en lutte. De même priver les grandes villes de lait, de légumes, de viande, ce serait atteindre le peuple plus que la bourgeoisie dont les réserves et les ressources surpassent de beaucoup celles des ouvriers. Donc tous les services, tous les travaux dont l'interruption serait un grave dommage pour la masse des travailleurs, doivent fonctionner régulièrement selon des dispositions prises par les ouvriers eux-mêmes, en dehors de toute ingérence capitaliste ou des autorités.

Telle est, selon nous, l'unique forme encore possible et loyale de grève générale. Celle de la pacifique suspension du travail avec les habituelles tragiques embuscades des policiers à la fin de chaque réunion n'est qu'un piège tout à l'avantage de la bourgeoisie qui avec une poignée de fusils fait taire la protestation de millions de travailleurs. Avec cette « grève générale en blanc », les 200,000 gardes royaux et tous les policiers et carabiniers d'Italie ne suffiraient pas pour donner l'assaut à tous les établissements qui seront aux mains des ouvriers. Ce qui dans le passé put réussir pour des usines isolées, ne réussira pas si tous sont à leur poste pour la défense des établissements.

Alors le chemin sera court pour arriver à la prise de possession collective, la révolution sera moins sanglante et le succès plus certain.

La capacité de vivre, pour chacun de nous, dépend uniquement de l'offre des vies concurrentes sur le marché du travail, converti en foire de bétail humain, et des demandes qu'en peuvent faire les riches, détenant dans leurs caisses des permissions de vivre ou des ordres de mourir.

Georges Clemenceau.

La Salade

Dans le triste cabaret de Plaisance, une seule table était occupée. L'homme pauvre et mécontent, harassé par une journée de courses suburbaines et de fastidieuses écritures, y dévorait silencieusement son maigre repas du soir.

Il avait demandé le journal, et, perdu dans l'absorbante lecture, il oubliait le goût nauséabond de l'ordinaire; et c'est à peine s'il leva les yeux lorsque l'hôtesse ensommeillée poussa devant lui une rustique salade.

La fourniture coupée, il dosa le sel et le poivre, versa le vinaigre, l'huile parcimonieusement mesurée, puis, avec le couvert de buis, il retourna la salade, négligemment. Et à mesure qu'il mangeait, des pensées s'élevaient en lui, variant avec la saveur des feuilles. Quelquesunes, qui semblaient accaparer toute la fourniture, estragon, cerfeuil et ciboulette, symbolisaient à ses yeux les riches, gorgés de biens. Il reconnut les résignés et les patients dans les feuilles largement baignées d'huile, et dans celles-là que saturait le vinaigre, les révoltés et les aigris. Et, devant le saladier vide, il songea plein d'amertume :

 La Société est pareille à cette salade ; elle n'a pas été assez remuée (Le Figaro.)

Qui es-tu, demandait le pape saint Léon à Attila, lorsque ce ravageur de nation vint planter son camp devant Rome? — Jue suis le fléau de Dieu, répondit le barbare. — Nous recevons avec reconnaissance, reprit le pape, tout ce qui nous vient de Dieu: mais toi, prends garde de rien faire qui ne te soit commandé!

PATRIE

Un jeune garçon pâtissier qui avait été au collège, et qui savait encore quelques phrases de Cicéron, se donnait un jour les airs d'aimer sa patrie. « Qu'entends-tu par ta patrie ? lui dit un voisin; est-ce ton four? est-ce le village où tu es né, et que tu n'as jamais revu ? est-ce la rue où demeuraient ton père et ta mère, qui se sont ruinés, et qui t'ont réduit à enfourner des petits pâtés pour vivre ? est-ce l'hôtel-de-ville, où tu ne seras jamais clerc d'un quartenier? est-ce l'église Notre-Dame où tu n'as pu parvenir à être enfant de chœur, tandis qu'un homme absurde est archevêque et duc avec vingt mille louis d'or de rente ? »

Le jeune pâtissier ne sut que répondre. Un penseur qui écoutait cette conversation, conclut que dans une patrie un peu étendue, il y a souvent plusieurs millions d'hommes qui n'avaient point de patrie.

— Toi, voluptueux Parisien, qui n'as jamais fait d'autre grand voyage que celui de Dieppe pour y manger de la marée fraîche, qui ne connais que ta maison de ville, ta jolie maison de campagne, et ta loge à cet Opéra où le reste de l'Europe s'obstine à s'ennuyer; qui parle assez agréablement ta langue parce que tu n'en sais point d'autre, tu aimes tout cela, et tu aimes encore les filles que tu entretiens, le vin de Champagne qui t'arrive de Reims, tes rentes que l'hôtel-de-ville te paie tous les six mois, et tu dis que tu aimes ta patrie ? — L'officier et le soldat qui dévasteront leur quartier d'hiver, si on les laisse faire, ont-ils un amour bien tendre pour les paysans qu'ils ruinent? - Où était la patrie du duc de Guise le balafré? Etait-ce à Nancy, à Paris, à Madrid, à Rome? Quelle patrie aviez-vous, cardinaux de la Balue, Duprat, Lorraine, Mazarin? — Où fut la patrie d'Attila et de cent héros de ce genre, qui en courant toujours n'étaient jamais hors de leur chemin ? — Je voudrais bien qu'on me dit quelle était la patrie d'Abraham. - Le premier qui a écrit: Que la patrie est partout où l'on se trouve bien est, je crois, Euripide, dans son Phaeton - mais le premier homme qui sortit du lieu de sa naissance pour chercher ailleurs son bien-être, l'avait dit avant. - Voltaire (Dictionnaire philosophique.)

La violence et la Révolution

Récemment, l'Avanti écrivait:

Les anarchistes qui, même selon les dernières déclarations d'Errico Malatesta, ne sont pas fauteurs de violence et ne visent pas à l'organisation de la force révolutionnaire pour la transformation violente de la société capitaliste...»

De quel compte rendu du procès de Milan a-t-on bien pu déduire que je ne vise vas à l'organisation de la force révolutionnaire pour la transformation violente de la société capitaliste?

Les anarchistes sont contre la violence. La chose est notoire. L'idée centrale de l'anarchisme est l'élimination de la violence de la vie sociale et une organisation des rapports sociaux fondée sur la libre volonté des individus sans l'intervention du gendarme. C'est pourquoi nous sommes les ennemis du capitalisme qui en s'appuyant sur la force armée contraint les travailleurs à se laisser exploiter par les détenteurs des moyens de production ou à rester oisifs et à souffrir de la faim quand les patrons n'ont pas intérêt à les exploiter. C'est pourquoi nous sommes les ennemis de l'Etat qui est l'organisation coercitive c'est-à-dire établie sur la violence de la société.

Mais si un honnête homme dit qu'il croit stupide et barbare de raisonner à coups de bâtons, injuste et sauvage d'obliger sous la menace du revolver un homme à faire la volonté d'un autre ,est-il logique d'en déduire que cet honnête homme entend se faire bâtonner et se soumettre à la volonté d'autrui sans résister, sans recourir aux moyens, même extrêmes, de défense ?

J'ai dit à Milan ce que moi-même et tous les anarchistes ont répété mille fois: « La violence n'est justifiable que lorsqu'elle est nécessaire pour défendre soi-même et les autres contre

Le croque-mort de la Liberté



la vîolence. Où cesse la nécessité, commence le crime. n

Et si le président m'avait laissé la faculté d'exposer à la fin du procès nos buts et nos moyens, j'aurais démontré comment l'esclave est toujours en état de légitime défense et comment sa révolte contre le maître, contre l'oppresseur, est toujours moralement justifiable et doit être réglée par la seule préoccupation de l'utilité, de l'économie de l'effort humain et des souffrances humaines. C'est là aussi une chose mille fois répétée par tous les anarchistes.

Le régime actuel d'injustice et d'oppression s'appuie sur la force des fusils et des mitrailleuses et puisque la révolte individuelle, pour bonne et utile qu'elle soit quand elle est mtelligemment pratiquée, est généralement impuissante contre l'Etat mastodonte, l'organisation d'une force révolutionnaire suffisant à son but est nécessaire. Mais comment se faitil que les socialistes s'avisent aujourd'hui de nous dépeindre sous les traits de pacifistes, attendant la chute du régime capitaliste comme un paisible couchant, eux qui ont tant de fois rivalisé avec les procureurs du roi pour nous présenter comme fauteurs d'aveugle violence et qui dans l'anarchisme ne voient pour ainsi dire que la violence systématique? La vérité est que l'Avanti! est enivré de la dictature du prolétariat et ne conçoit pas la révolution sans la dite dictature. Et comme nous sorimes opposés à cette dictature, car elle est en même temps l'oppression et la prise en tutelle du prolétariat par les chefs (je dirais par les petits bourgeois, si j'aimais le jargon de l'éccle) par les chefs, dis-je, du parti qui arrive à dominer et à étouffer la Révolution, on en déduit que « les anarchistes ne se proposent pas l'organisation de la force révolutionnaire pour la transformation violente de la société capitaliste ».

Pourtant l'Avanti! devrait savoir que cette question de vouloir ou de ne pas vouloir faire la Révolution — la révolution armée et violente — a toujours été le principal débat entre les socialistes et nous. Nous les accusons de parler volontiers de préparation révolutionnaire, mais de s'opposer en fait à tout mouvement possible en endormant les masses avec les idées de réformisme, de collaboration, de parlementarisme.

De grâce, que l'Avanti! combatte nos idées, de façon calme ou non, mais qu'il ne nous fasse pas dire le contraire de ce que nous pensons et disons,

Errico MALATESTA.

La gloire, voyez-vous, est le foin dont on nourrit les peuples. Cela ne les fait guère plus gras, c'est vrai. Les raisonner sur ce chapitre? n'essayez pas; le siège est fait. Ce n'est pas qu'on soit de mœurs cruelles. Voyez pour Gouffé, sa mort nous terrifie. Nous ne pouvons pas voir saus horreur le cadavre d'un assassiné. Mais si, au lieu d'un cadavre, il y a dans le même tas des cadavres d'assassinés par milliers, la note change et l'horreur s'atténue...

C'est une affaire de chiffres. Nous absolvons la guerre qui est un assassinat en grand; nous poursuivons l'assassinat qui est une guerre en petit.

La guerre, ce n'est pas la même chose, dit quelqu'un. Vous avez raison, c'est pire.

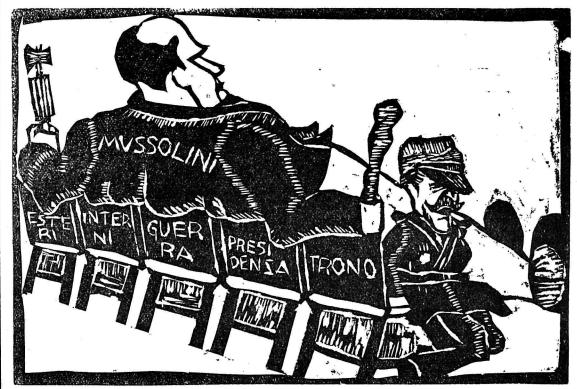
Le moyen de l'empêcher, demande un autre. Mon ami, c'est de ne pas la faire.

Et le moyen de ne pas la faire? C'est de ne dépendre que de toi, imbécile. — (Eclair, 4 février 1890.)

Si Dieu n'existait pas, il n'y aurait point de propriétaires : c'est la conclusion de l'économie politique.

Et la conclusion de la science sociale est celle-ci: La propriété est le crime de l'Etre Suprême. Il n'y a pour l'homme qu'un seul devoir, une seule religion, c'est de renier Dieu. Hoc est primum et maximum mandatum.

Il est prouvé que l'établissement de la propriété parmi les hommes n'a point été chose d'élection et de philosophie : son origine, comme celle de la royauté, comme celle des langues et des cultes, est toute spontanée, mystique, en un mot, divine.



Politique italienne.

La place du roi.

Le problème de l'amour

Il peut paraître étrange au premier abord que la question de l'amour et toutes celles qui s'y rattachent préoccupent beaucoup un grand nombre d'hommes et de femmes, alors qu'il y a d'autres problèmes plus urgents, sinon plus importants, qui devraient accaparer toute l'attention et toute l'activité de ceux qui cherchent le moyen de remédier aux maux dont souffre l'humanité.

Tous les jours nous rencontrons des gens, écrasés sous le poids des institutions actuelle; des gens, obligés de se nourrir mal et menacés à chaque instant de tomber, faute de travail ou à la suite de la maladie, dans la misère la plus complète; des gens dans l'impossibilité d'élever convenablement leurs enfants qui souvent meurent faute des soins nécessaires; des gens privés des avantages et des joies des arts et des sciences; des gens condamnés à passer leur vie sans être un jour maîtres d'eux-mêmes, toujours à la merci des patrons et des policiers; des gens pour lesquels le droit d'avoir une famille, le droit d'aimer n'est qu'une ironie sanglante - et qui néanmoins n'acceptent pas les moyens proposés par nous de se soustraire à l'esclavage politique et économique, si nous ne savons d'abord pas leur expliquer comment dans une société libertaire le besoin d'aimer trouverait sa satisfaction et comment nous comprenons l'organisation de la famille. Et naturellement, cette préoccupation s'accroît et fait négliger et mépriser parfois les autres problèmes chez les personnes ayant résolu pour elles le problème de la faim et déjà en mesure de satisfaire normalement aux besoins les plusimpérieux, car elles vivent dans un milieu d'aisance relative.

Ce fait s'explique étant donné la place immense que l'amour occupe dans la vie morale et matérielle de l'homme, car c'est dans la maison, dans la famille, que l'homme dépense la partie la plus grande et la meilleure de sa vie.

Et il s'explique aussi par une tendance vers l'idéal qui enflamme l'esprit humain aussitôt qu'il s'ouvre à la conscience.

Aussi longtemps que l'homme souffre sans se rendre compte de ses souffrances, sans chercher le remède et sans se révolter, il vit pareil aux brutes, acceptant la vie telle qu'il la trouve.

Mais dès qu'il commence à penser et à comprendre que ses maux ne sont pas dus à d'insurmontables fatalités naturelles, mais à des causes humaines que les hommes peuvent détruire, il se sent soudainement pris d'un besoin de perfection, et il veut, tout au moins idéalement, jouir d'une société où règne l'harmonie absolue et où la douleur ait disparu complètement et pour toujours.

Cette tendance est très utile, puisqu'elle pousse à aller toujours de l'avant; mais elle devient aussi très nuisible si sous prétexte qu'on ne peut atteindre à la perfection et qu'il est impossible de supprimer tous les dangers et les défauts, elle nous conseille de négliger les réalisations possibles pour rester dans l'état actuel.

Or, disons-le de suite, nous n'avons aucune solution pour remédier aux maux provenant de l'amour, car on ne peut les détruire avec des réformes sociales, pas même avec un changement de mœurs. Ils sont déterminés par des sentiments profonds, nous dirions physiologiques, de l'homme et ils ne sont modifiables, lorsqu'ils le sont, que par une lente évolution et d'une façon que nous ne saurions prévoir.

Nous voulons la liberté. nous voulons que les hommes et les femmes puissent s'aimer et s'unir librement sans autre motif que l'amour, sans aucune violence légale, économique ou physique.

Mais la liberté, tout en restant la seule solution que nous puissions et devons offrir, ne résout pas radicalement le problème, étant donné que l'amour pour être satisfait a besoin de deux libertés qui s'accordent et que souvent elles ne s'accordent pas du tout; étant donné aussi que la liberté de faire ce que l'on veut est une phrase dépourvue de sens lorsqu'on ne sait vouloir quelque chose.

C'est facile de dire : « Lorsqu'un homme et une femme s'aiment, ils s'unissent, et lorsqu'ils ne s'aiment plus, ils se séparent. » Mais il faudrait, pour que ce principe devînt la règle sûre et générale de bonheur, qu'ils s'aiment et cessent de s'aimer en même temps. Mais si l'un aime et n'est pas aimé? Si l'un aime encore, tandis que l'autre ne l'aime plus et cherche à assouvir une nouvelle passion? Et si l'un aime en même temps plusieurs personnnes, qui ne sauraient s'adapter à cette promiscuité?

« Je suis laid, nous disait quelqu'un, que ferai-je si personne ne veut m'aimer ? » La question prête à rire, mais elle nous laisse aussi entrevoir de terribles tragédies.

Et un autre, préoccupé du même problème, disait: « Aujourd'hui, si je ne trouve pas l'amour, je l'achète, dussé-je économiser sur mon pain. Que ferai-je lorsqu'il n'y aura plus de femmes à vendre? » La demande est horrible, car elle montre le désir qu'il y ait des êtres humains obligés par la faim à se prostituer; mais elle est aussi terrible et terriblement humaine!

D'aucuns disent que le remède serait dans l'abolition radicale de la famille; l'abolition du couple sexuel serait plus ou moins stable, en réduisant l'amour au seul acte physique ou pour mieux dire en le transformant avec l'union sexuelle en plus, en un sentiment semblable à l'amitié, qui reconnaisse la mult

Les nouveaux Franciscains



Poignard entre les dents, bombe en main

cité, la variété, la simultanéité des affections. Et les enfants ?... Enfants de tous..

La famille peut-elle être abolie? Est-ce à souhaiter qu'elle le soit ?

Notons avant tout que, malgré le régime d'oppression et de mensonge qui a prévalu toujours et qui prévaut encore dans la famille, — elle a été et continue à être le plus grand facteur de développement humain, car ce n'est que dans la famille que l'homme normalement se dévoue pour l'homme et accomplit le bien pour le bien, sans désirer d'autre compensation que l'amour de la compagne et des enfants.

Mais, nous dit-on, les questions d'intérêts éliminés, tous les hommes deviendraient des frères et s'aimeraient entre eux.

Certes, ils ne se haïraient plus; certes, le sentiment de sympathie et de solidarité se développerait beaucoup, et l'intérêt général des hommes deviendrait un facteur important dans la détermination de la conduite de chacum

Mais cela n'est pas encore l'amour. Aimer tout le monde ressemble beaucoup à n'aimer personne.

Nous pouvons peut-être secourir, mais nous ne pouvons pas pleurer tous les malheurs, car notre vie s'écoulerait en larmes ; et néanmoins les pleurs de sympathie sont la plus douce consolation pour un cœur qui souffre. La statistique des décès et des naissances peut nous offrir des données intéressantes pour connaître les besoins de la société; mais elle ne dit rien à nos cœurs. Il nous est matériellement impossible de nous chagriner pour tout homme qui meurt et de nous réjouir à toute nouvelle naissance.

Et si nous n'aimons personne plus vivement que les autres; s'il n'y a pas un seul être pour lequel nous soyons plus particulièrement disposés à nous dévouer, si nous ne connaissons d'autre amour que cet amour modéré, vague, presque théorique, que nous pouvons éprouver pour tous, la vie ne serait-elle pas moins riche, moins féconde, moins belle? La nature humaine ne serait-elle pas diminuée dans ses plus beaux élans? Ne serions-nous pas privés des joies les plus profondes? Ne serions-nous pas plus malheureux?

D'ailleurs, l'amour est ce qu'il est. Lorsque on aime fortement, on éprouve le besoin du contact, de la possession exclusive de l'être aimé.

La jalousie, comprise dans le meilleur sens du mot paraît former et forme généralement une seule chose avet l'amour. Le fait put être regrettable, mais il n'est pas changeable à volonté, pas même à volonté de celui qui le subit personnellement.

Pour nous l'amour est une passion engendrant par elle-même des tragédies. Ces tragédies certainement ne se traduiraient plus en des actes violents et brutaux, si l'homme avait le sentiment du respect pour la liberté d'autrui, s'il avait assez d'empire sur lui-même pour comprendre qu'on ne remédie pas à un mal par un autre plus grand, et si l'opinion publique n'était plus, comme aujourd'hui, d'une morbide indulgence pour les crimes passionnels; — mais elles n'en seraient pas moins très douloureuses.

Aussi longtemps que les hommes auront les sentiments qu'ils ont — et un changement dans le régime politique et économique de la société ne nous paraît pas suffisant pour les modifier entièrement — l'amour produira en même temps que de grandes joies, de grandes douleurs. On pourra les diminuer et les atténuer, par l'élimination de toutes les causes qui peuvent être éliminées, mais leur destruction complète est impossible.

Est-ce une raison pour ne pas accepter nos idées et vouloir rester dans l'état actuel ? On agirait ainsi comme quelqu'un qui ne pouvant s'acheter des fourrures coûteuses voudrait rester nu, ou ne pouvant manger des perdrix tous les jours renoncerait au pain ; ou encore comme un médecin qui étant donné l'impuissance de la science actuelle vis-à-vis de certaines maladies se refuserait aussi de soigner celles qui sont guérissables.

Eliminons l'exploitation de l'homme par l'homme, combattons la prétention brutale du mâle se croyant le maître de la femelle, combattons les préjugés religieux, sociaux et sexuels, assurons à tous, hommes, femmes et enfants, le bien-être et la liberté, propageons l'instruction et nous pourrons nous réjouir avec raison s'il ne reste d'autres maux queceux de l'amour.

Dans tous les cas, les malheureux en amour pourront chercher d'autres joies, car il n'en sera plus comme aujourd'hui où l'amour avec l'alcool constituent les seules consolations de la plus grande partie de l'humanité.

Errico Malatesta.

Dieu et l'homme, malgré la nécessité qui les enchaîne, sont irréductibes: ce que les moralistes ont appelé, par une pieuse calomnie, la guerre de l'homme avec lui-même, la guerre de la réflexion contre l'instinct, la guerre de la raison qui prépare, choisit et temporise, contre la passion impétueuse et fatale, en est la preuve irrécusable.

... Ne soyons donc pas surpris si tout ce qui fait profession de mysticité et de religion, tout ce qui relève ou se réclame de Dieu, tout ce qui s'efforce de rétrograder vers l'ignorance primitive, tout ce qui préconise la satisfaction de la chair et le culte des passions, se montre partisan de la propriété, ennemi de l'égalité et de la Justice... La cause de la propriété est la cause des dynasties et des sacerdoces, de la démagogie et du sophisme, des improductifs et des parasites. Nulle hypocrisie, nulle séduction ne sera épargnée pour la défendre.

Lendemain de révolution

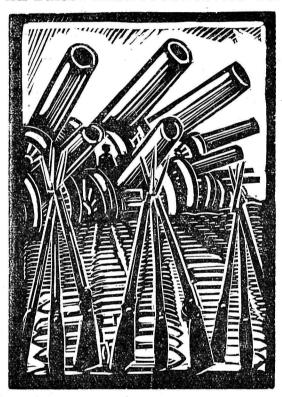
Le récit suivant est tiré d'un livre poignant : La Commune de Paris au jour le jour, d'Elisée Reclus :

Paris, 22 mars 1871.

Le gouvernement légitime a mis vingt-cinq kilomètres de distance entre ses précieux personnages et les assassins de Batignolles-Belleville. Mais cela n'a point suffi : il met tout l'argent, tous les papiers, documents, etc., à l'abri des pillards de Montmartre et du faubourg Saint-Antoine. Sur des ordres transmis secrètement de Versailles, les fonctionnaires, administrateurs et employés de tout grade ont dû déménager en hâte et se transporter de leur personne avec leur outillage administratif, et surtout avec leurs caisses, au siège de l'ordre légal. Pendant deux nuits et une journée, ça été dans toutes les Mairies et administrations diverses, à la douane, aux octrois, au timbre, une débâcle inoure; tous les hémorordaires de l'Etat, pales et bouleversés, suant la peur et l'antique poussière de trente années de bons et loyaux services à tous les systèmes et à tous les régimes, allaient et venaient, ahuris, effarés, emportant leurs registres in-folios, leurs bibelots divers et soupirant de gros soupirs en jetant un long et douloureux regard sur le large fauteuil de cuir. Dans tous ces bureaux, dans toutes ces cervelles, le bouleversement est déplorable. Les Prussiens envahissant Paris, bombardant et massacrant, s'installant dans nos maisons, le cataclysme eût semblé moindre, la catastrophe moins douloureuse. En effet ,dans les villes prises, de vive force ou non, par des uhlans ou les cuirassiers blancs du prince de Bismarck, les fonctionnaires étaient restés immuables sur leurs chaises rembourrées, comme jadis les sénateurs romains sur leurs chaises curule lorsque les Gaulois avancaient furieux et terribles. Le gouvernement des Trochu et des Thiers, des Favre et des Fourrichon n'avait point voulu que les administrations se débandassent sous aucun prétexte, elles étaient censées se mouvoir dans une atmosphère supérieure à celles des agitations politiques et nationales. Nous avons eu un préfet, celui de Nancy, qui, dans un département à demi-envahi, envoyait ses ordres, ici, au nom de l'empereur Napoléon, là, au nom du roi Guillaume. Préfet idéal, digne collègue du préfet de Bordeaux, un des grands officiers de l'Empire, qui voulut présider lui-même au renversement par la foule de la statue impériale ; lui-même voulut donner le signal des insultes et des vociférations, du bris à coups de hache, de marteau et de massue, afin que l'incident se passat en toute décence, avec les convenances désirables. Que les Prussiens s'emparent de l'Alsace, de la Lorraine, de la Champagne et de la Normandie, ce n'est pas une raison pour arrêter les aiguilles de l'horloge au fronton de la préfecture. Mais si les démocrates et socialistes entrent en maîtres à l'Hòtel-de-Ville, alors nous tombons dans l'abomination de la désolation prédite par les prophètes de malheur ; il ne doit plus être permis de se marier ni de faire son testament, les femmes en gésine, les moribonds sur leurs grabats devront se transporter à Versailles, afin d'y suivre les gros in-folios verts des registres de l'Etat-civil, emballés par MM. Thiers, Picard et Jules Ferry. Plus de télégraphes, tous les employés ont décampé. Les administrateurs de l'Assistance publique, les gros bonnets des bureaux de bienfaisance ont emporté les caisses avec l'argent y contenu, mais les indigents restent, les milliers de sourds, d'aveugles, de paralytiques, de rhumatisants, toute la population infirme et malade, affamée et avariée qui a vécu jusqu'à présent de la charité publique. Calcul odieux! Le millionnaire Thiers, le dévot Favre, l'obèse Picard, le gras Ferry ont remporté le bouillon de l'indigent, la béquille de l'éclopé, les tisanes du malade. lls veulent qu'indigents malades, éclopés se retournent avec fureur contre les pillards de Montmartre et les assassins de Belleville; ils veulent l'émeute de la faim et de la misère par l'arrêt subit de tous les rouages sociaux. On appelle cela de l'habileté politique. De même en juin 1848, les chefs du parti de l'ordre fermèrent soudain les usines privées et les ateliers nationaux, massacrèrent à leur aise les ouvriers qui en dégorgeaient. Mais l'histoire ne se répôte pas ainsi. Et c'est parce que la révolution de 1870-71 est exactement la contre-partie de 1848-49 que les manœuvres identiques sont suivies d'un résultat complètement opposé: les mêmes trucs et coups d'adresse qui, jadis, réussissaient admirablement, aujourd'hui ratent misérablement.

Quoi qu'il en soit toute les fonctions publiques sont dans le désarroi le plus complet, le gâchis et la confusion atteignent des proportions sublimes. Le gouvernement de Versailles édicte la loi que tout employé qui ne déserte pas sera immédiatement révoqué. Que de larmes, que d'angoisses mortelles chez tous ces malheureux! Le gagne-pain de plusieurs milliers de familles est soudain mis en question. En prenant cette allure de passion fougueuse, Versailles inaugure les procédés révolutionnaires. Reste à savoir si le gouvernement conservateur en s'engageant ainsi dans une voie qui n'est pas la sienne, ne s'engage pas dans une immense sottise. Il ne suffit pas de crier: Qui n'est pas avec moi est contre moi », il faut encore être assez fort pour se passer des services de toute la multitude qui ne peut pas vous suivre, il faut être assez fort pour punir cette nombreuse catégorie de gens qui n'ose point vous suivre. Le gouvernement de Versailles rend peut-être un grand service à la

En Suisse neutre: 86.189.021 Fr.



Pour la "paix sociale" et la guerre internationale

Commune de Paris en la débarrassant tout d'un coup des ennemis traditionnels, des routiniers en place, des crétins influents, des tièdes faisant masse, des inertes effondrant à la fois la route et le char sous leur effroyable poids. Que de places à donner, que d'intérêts nouveaux, que de fortunes pourront désormais se lier à la destinée de la Commune de Paris! Le gouvernement de Versailles arrache et emmène les vieux, les repus, les ramollis; luimême fait place nette pour les jeunes du Comité central. Le décret que le Comité n'aurait jamais osé lancer dans le journal officiel, bravement Thiers le signa et Favre le contresigna.

On offrait une transaction : le service des correspondances était une œuvre d'un intérêt commun, d'utilité absolument collective et il aurait été mis à part, considéré comme terrain neutre et strictement international. M. Rampont s'est montré satisfait des ouvertures, il a goûté les propositions, discuté les mesures, conclu les engagements, et quand il ne s'agissait plus que de les exécuter, on a trouvé l'Hòtel des Postes vide, il avait déménagé, emmenant les employés, emportant les timbres, les griffes, les timbres-poste . . . C'est le gouvernement de l'ordre qui organisait lui-même le déscrdre le plus complet, qui jetait toutes les relations de Paris avec Paris, avec la France, et tout le reste du monde dans un trouble indicible. Nous sommes de nouveau sans nouvelles aucunes de nos familles, de nos affaires, de nos intérêts, des événements généraux; nos lettres sont interceptées. Paris ne reçoit plus aucun journal. Les gendarmes du gouvernement vont jusqu'à enlever et lacérer les exemplaires de l'Officiel Versaillais qu'on voudrait introduire. Que de mensonges, que de calomnies vont être débités maintenant aux provinciaux naîfs, que d'histoires épouvantables, de vilenies et d'insanies, de pillage, de brigandage vont repaître la crédulité vorace des sept millions de plébiscitaires!

Et cependant, nous ne pouvions pas encore nous mettre en colère. Ce blocus de nouvelles, ces menaces de guerre civile après la honteuse et désastreuse guerre contre l'étranger, les six cents députés ruraux, le ricaneur Picard, le pleurnicheur Favre, Thiers le petit baladin, avec sa vanité colossale, il nous est impossible de les prendre au sérieux. Jadis les drames se terminaient par des bouffonneries, est-ce que la farce d'aujourd'hui aboutirait à une tragédie sanglante? Mais en ce moment est-il possible de rien prévoir? Avec les événements courant à la vapeur, train express, ce qui était possible le matin est impossible le soir, ce qui est déraisennable maintenant ne le sera plus dans quelques heures. Qu'avons-nous à prévoir? C'est à peine si nous pouvons nous souvenir, tant est grande la différence entre :a veille et le lendemain!

Arrêtons-nous un instant et constatons le fait : il en vaut bien la peine, il est peut-être unique dans l'histoire. C'est la plus sérieuse réalisation de l'anarchie qu'utopiste ait jamais pu rêver. Légalement, nous n'avons plus de gouvernement, plus de police ni de policiers. plus de magistrats ni de procès, plus d'huissiers ni de protêts, les propriétaires s'enfuient en foule abandonnant les immeubles aux locataires, plus de soldats ni de généraux, plus de lettres ni de télégrammes, plus de douaniers de gabelous et de percepteurs. Plus d'Académie ni d'Institut, les grands professeurs, médecins et chirurgiens sont partis. Emigration en masse du « Parti de l'Ordre et des Honnêtes gens , les mouchards et les prostituées ont suivi. Laris, l'immense Paris est abandonné aux orgies de la vile multitude, aux frénésics de la masse impure, aux fureurs de la canaille, aux appétits du prolétariat immonde. Faris est devenu la chose des pillards, des athées, des assassins, des communistes et démagogues. Les amis du gouvernement lui reprochent d'avoir manqué de fermeté. Je crois plutôt que le petit Thiers a fait un coup d'audace. Sûr et certain que les révolutionnaires n'auraient rien de plus pressé que de s'entredévorer et s'entre-déchirer, il les abandonne à eux-mêmes. Il a évoqué la République Rouge, et quand elle a paru, il lui a livré Paris.

Que l'on ait laissé partir toute la bureaucratie, nous n'y trouvons rien à redire. L'erreur est de leur avoir laissé emporter argent, papiers, documents, timbres et le reste. N. d. R.

La Révolution française, qui a aboli tous les privilèges et détruit tous les droits exclusifs, en a partout laissé subsister un, celui de la propriété. Il ne faut pas que les propriétaires se fassent illusion sur la force de leur situation, ni qu'ils s'imaginent que le droit de propriété est un rempart infranchissable parce que, nulle part jusqu'à présent, il n'a été franchi, car notre temps ne ressemble à aucun autre. Quand le droit de propriété n'était que l'origine et le fondement de beaucoup d'autres droits, il se défendait sans peine ou plutôt il n'était pas attaqué; il formait alors comme le mur d'enceinte de la société dont tous les autres droits étaient les défenses avancées; les coups ne portaient pas jusqu'à lui; on ne cherchait même pas sérieusement à l'atteindre. Mais aujourd'hui que le droit de propriété n'apparait plus que comme le dernier reste d'un monde aristocratique détruit, lorsqu'il demeure seul debout, privilège isolé au milieu d'une société nivelée, qu'il n'est plus à couvert derrière beaucoup d'autres droits plus contestables et plus haïs, il n'en est plus de même; c'est à lui seul maintenant à soutenir chaque jour le choc direct et incessant des opinions démocratiques. Alexis de Tocqueville.

Par le travail bien plus que par la piété, marche la Justice.

J.-P. Proudhon

Les Anarchistes aux Travailleurs

Bien-être, liberté et paix, voilà ce que l'humanité, toujours trahie par ses maîtres, a cherché en vain à réaliser.

Bien-être pour tous, avec la suppression de tout monopole des moyens de production, de consommation et d'échange, repris et gérés par la société tout entière.

Liberté pour tous sans prisons et sans casernes, avec la disparition des distinctions en gouvernants et gouvernés, en propriétaires et déshérités, en patrons et salariés.

Paix pour tous découlant de l'abolition des classes et des Etats, de la libre disposition reconnue à chaque population, de la fin de l'âpre compétition d'intérêts inavouables sur tous les points du globe.

Le capitalisme engendre le chòmage et la misère, la servitude du champ, de la fabrique et de la mine, les victimes et les ruines des répressions et des guerres. Il maintient sa domination par l'organisation militaire, policière et juridique de l'Etat.

Contre le capital et l'Etat, préparons cerveaux, cœurs et bras à la lutte, que seule une Révolution pourra terminer. Plus d'exploitation et de pouvoir de l'homme sur l'homme, et vive l'émancipation intégrale du travail et des travailleurs!

Vive l'Anarchie!

Douloureuse prophétie

Marx, ne prenant en considération que la seule question économique, se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus capables de faire une révolution sociale sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution. Cette révolution consistera dans l'expropriation soit successive, soit violente des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'Etat qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'Etat administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national.

On conçoit qu'au premier abord, un plan d'organisation si simple, en apparence au moins, puisse séduire l'imagination d'ouvriers plus avides de justice et d'égalité que de li-

berté, et qui s'imaginent follement que l'une et l'autre peuvent exister sans liberté, comme si, pour conquérir et pour consolider la justice et. l'égalité, l'on pouvait se reposer sur autrui et sur des gouvernants surtout, quelque élus et contròlés qu'ils se disent par le peuple! En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de casernes, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour; pour les habiles et les savants un privilège de gouvernement; et pour les Juifs, alléchés par l'immensité des spéculations internationales des banques nationales, un vaste champ de tripotage lucratif. Michel BAKOUNINE.

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Mardi 1er Mai, à 8 h. 30 du soir

Soirée du RÉVEIL

avec le gracieux concours de

M. Harry-Marc Mme France Lutz

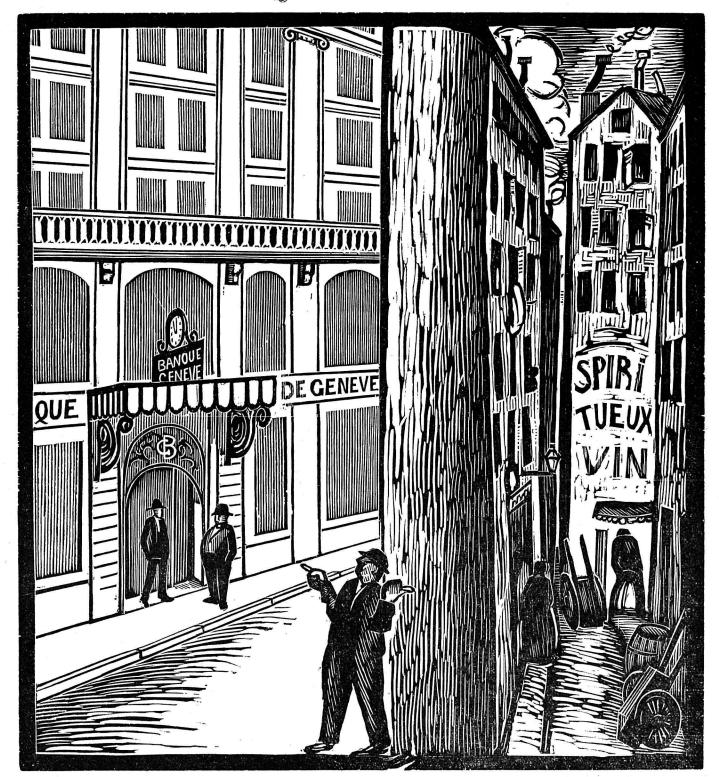
Directeur du PETIT-CASINO de Genève

La charmante Diseuse du PETIT-CASINO

dans leur RËPERTOIRE.

Musique, Chants et Récitations Causerie par le camarade L. Bertoni.

POLITIQUE GENEVOISE



A ceux della Banque trois millions d'urgence, ceux des taudis peuvent attendre.